

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Language Rights in French Canada de Pierre A. Coulombe, New York, Peter Lang Publishing Inc., 1995, 183 p.

par Timothy Thomas

Politique et Sociétés, n° 28, 1995, p. 153-155.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040013ar>

DOI: 10.7202/040013ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Language Rights in French Canada

de Pierre A. Coulombe, New York, Peter Lang Publishing Inc., 1995, 183 p.

Cet ouvrage intellectuellement sophistiqué et complexe se réclame de la philosophie politique pour démontrer avec puissance et conviction l'importance de la promotion des droits linguistiques. Du même souffle, il se propose comme une évaluation du rôle et de la place des droits collectifs au sein des sociétés libérales. Disons-le sans ambages : ce livre de Pierre Coulombe devrait être lu par tous les Canadiens capables d'apprécier les subtilités de la théorie politique.

La lecture mesurée que fait Coulombe des travaux de penseurs tels que John Rawls et Charles Taylor l'amène à identifier deux types différents de sentiments d'appartenance : l'un, propre à la société libérale; l'autre, délimité par l'identité commune que croient partager les membres d'une communauté donnée. Il remet en cause le principe libéral selon lequel les questions de moralité et les conceptions universalistes du bien public sont indésirables, n'ont pas leur place dans la sphère publique et ne devraient en aucun cas limiter les choix individuels. Ce principe, estime Coulombe, conduit de plus en plus les sociétés libérales à considérer erronément toute velléité collectiviste (telle que la protection de droits linguistiques) comme une forme de tyrannie de la communauté exercée à l'endroit des individus. En fait, c'est plutôt le contraire qui semble se produire. Sous le couvert de la sacro-sainte liberté individuelle et des forces du marché, sous l'effet dévastateur de processus massifs d'acculturation et de projets hégémoniques, c'est la survie même des communautés qui est le plus souvent menacée. Les membres d'une majorité peuvent bien s'insurger contre toute forme de statut spécial, y voir là le résultat d'actions discriminatoires inacceptables dans le cadre d'une société fondée sur la protection égalitaire des droits individuels, le fait est que pareille réticence, aussi noble puisse-t-elle paraître, est d'un bien mince réconfort pour tous ceux dont l'identité collective subit les contrecoups de la logique individualiste.

Pour Coulombe, la langue détermine le bagage identitaire qui anime et informe nos actions en tant qu'agents sociaux autonomes. Il n'y a aucune raison pour qu'existe une tension entre l'objectif libéral de maximisation de l'autonomie individuelle et le désir de préserver un contexte culturel à l'intérieur duquel l'accomplissement d'intérêts collectifs peut être poursuivi. Bien que les collectivités ne

soient pas à proprement parler détentrices de droits, car elles ne sont pas des agents moraux, il n'en reste pas moins que les droits collectifs permettent la réalisation de priorités communes qui donnent aux individus un sens gratifiant à leur vie personnelle. La langue est précisément une de ces priorités, un de ces biens publics qui, ancré dans le vécu intime des individus, définit les paramètres de leur identité propre et module, selon que ce bien public est protégé ou non, le degré de satisfaction qu'ils éprouvent à l'égard de leur vie personnelle.

L'ouvrage de Coulombe retrace le rôle historique qu'a joué la langue dans la configuration des identités canadienne française et acadienne. Il soutient que bien que l'identité québécoise ait progressivement limité les francophones du Canada à un territoire précis et géographiquement circonscrit, cette identification territoriale ne fait que renforcer les expressions culturelles traditionnelles de l'identité. L'auteur ajoute qu'à la lumière de l'inquiétante dénatalité des Québécois, de l'émigration considérable des anglophones vers les autres provinces du Canada (ce qui minimise les effets positifs que peut avoir l'immigration sur le rehaussement de la démographie québécoise) et de la difficile intégration des immigrants à Montréal, les mesures entreprises depuis vingt ans pour protéger la langue française et favoriser son développement étaient nécessaires. Il affirme même que les politiques linguistiques ne sont que juste compensation pour la défense courageuse que les Canadiens français ont offert dans le passé à la Couronne britannique contre les invasions américaines et pour le rôle, qu'ils jouent encore aujourd'hui, de tampon idéologique contre les assauts culturels de notre voisin du sud.

Coulombe n'est pas sans noter les valeurs libérales sur lesquelles s'est appuyée la révolution tranquille et dont participent les développements socio-politiques qu'a connus le Québec depuis. Les décisions de la Cour suprême du Canada contre certains aspects de la loi 101 ne faisaient que reconduire un jugement rendu par la plus haute Cour du Québec. Faut-il s'en étonner ? Pour Coulombe, c'est le libéralisme moderne bien plus qu'Ottawa qui constitue la plus grande menace à la survie identitaire du Québec et du Canada français. Cette menace continuera d'exister en dépit de toute déclaration de souveraineté.

Par ses analyses, Coulombe offre donc un défi intellectuel puissant aux nouvelles expressions libérales et pluralistes dont s'affuble le nationalisme québécois à travers une définition territoriale de la nation. Tout en sachant éviter de sombrer dans l'adéquation

sommaire entre ethnicité et identité par laquelle trop de leaders politiques ont été tentés au cours des dernières années, il fait la lumière sur les pirouettes intellectuelles des nouveaux ténors nationalistes québécois qui croient désamorcer le caractère ethnique du nationalisme en en projetant une image territoriale. Coulombe réussit à expliquer le lien qui existe entre la construction de l'identité nationale et la langue avec une clarté de propos et une conviction peu communes dans ce dossier. *Language Rights in French Canada* est un ouvrage important dont on ne saurait trop recommander la lecture.

Timothy Thomas
Collège militaire royal du Canada, Kingston